



HAL
open science

On vous aime beaucoup, mais repassez une autre fois Tourisme autochtone, hospitalité et confinement au temps de la COVID-19

Luc Renaud

► **To cite this version:**

Luc Renaud. On vous aime beaucoup, mais repassez une autre fois Tourisme autochtone, hospitalité et confinement au temps de la COVID-19. Teoros. Revue de recherche en tourisme, 2020. ⟨hal-03378950⟩

HAL Id: hal-03378950

<https://hal.science/hal-03378950v1>

Submitted on 14 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

On vous aime beaucoup, mais repassez une autre fois

Tourisme autochtone, hospitalité et confinement au temps de la COVID-19

Luc Renaud



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/teoros/8531>

ISBN : 1923-2705

ISSN : 1923-2705

Éditeur

Presses de l'Université du Québec

Ce document vous est offert par Campus Condorcet



Référence électronique

Luc Renaud, « On vous aime beaucoup, mais repassez une autre fois », *Téoros* [En ligne], | 2020, mis en ligne le 02 novembre 2020, consulté le 14 octobre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/teoros/8531>

Ce document a été généré automatiquement le 14 octobre 2021.



La revue *Téoros* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

On vous aime beaucoup, mais repassez une autre fois

Tourisme autochtone, hospitalité et confinement au temps de la COVID-19

Luc Renaud

- 1 Face à l'irrépressible poussée mondiale de la COVID-19, les territoires ont pris la décision¹ de fermer leurs frontières transnationales afin de limiter l'évolution de la pandémie, restreignant de façon considérable la mobilité internationale. Dans le même ordre d'idées, les pays touchés par la maladie ont aussi circonscrit la mobilité de leur population par un contrôle accru des déplacements internes. Conséquemment, l'industrie touristique qui, rappelons-le, est basée sur la capacité des êtres humains à se déplacer, s'est retrouvée stoppée net. Le voyage, peu importe les raisons qui le motivent, a vite été déterminé comme étant le responsable de la prolifération du virus à travers le monde (Brynildsrud et Eldholm, 2020). En effet, pour les territoires hors du centre d'éclosion de Wuhan, en Chine, la transmission s'est d'abord faite par la mobilité des voyageurs avant de passer à l'étape d'une propagation communautaire.
- 2 Dans ce contexte, les voyageurs qui rentraient de zones infectées – dont une forte proportion de touristes – ont favorisé sans toujours le savoir l'introduction du virus dans leurs communautés ; c'est bien involontairement qu'ils sont devenus le symbole négatif de l'hypermobilité mondiale. De fait, comme le virus s'est avant tout propagé dans les villes les plus importantes où se situent les aéroports internationaux, le premier défi des autorités a été de gérer les frontières externes pour ensuite tenter de limiter une transmission nationale de ces centres vers les régions périphériques. Plusieurs pays ont ainsi réussi, grâce à la réduction de la mobilité interne et au confinement de la population, à empêcher que leurs citoyens autochtones et non autochtones situés loin de ces grands centres ne soient contaminés. En pleine pandémie, les régions périphériques de faible densité sont encore relativement épargnées, mais toutes sont sur le qui-vive et appréhendent l'arrivée potentielle de la maladie apportée par des visiteurs.

- 3 Alors que s'amorce dans plusieurs pays une période de déconfinement qui se traduit entre autres par la réactivation des mobilités régionales, nationales et transnationales, cette contribution s'intéresse à l'effet de la pandémie sur la reprise des activités touristiques dans les territoires autochtones, et ce, en considérant que le principe d'hospitalité semble être mis à mal par la dynamique de propagation et la contagiosité du virus. Plus précisément, il s'agit ici d'ouvrir une discussion sur la tendance à l'autoconfinement communautaire chez les Autochtones dans le contexte où le développement d'un vaccin ou d'un traitement à moyen terme reste incertain (Jiang, 2020) et que l'Organisation mondiale de la santé déclarait le 1er août 2020 que la lutte à la pandémie devait s'inscrire dans le long terme (OMS, 2020).
- 4 Au cours des dernières décennies, plusieurs communautés autochtones ont adhéré à l'idée que le tourisme peut agir comme un outil favorisant le développement durable des communautés (Zeppel, 2006 ; Carr et al., 2016) et comme une activité pouvant participer à une prise en charge culturelle et environnementale (Butler et Hinch, 2007). Néanmoins, la situation actuelle relègue le tourisme loin derrière dans les priorités des communautés autochtones, lesquelles se trouvent plutôt devant la nécessité de fixer des balises strictes quant à l'accès à leur territoire afin d'empêcher l'arrivée de visiteurs et, surtout, d'éviter toute propagation du virus.

La période du « ¡No entres en los territorios indígenas! »

- 5 De nombreuses nations autochtones ont historiquement été affectées de façon morbide par différentes pandémies qui se sont succédé depuis la colonisation (Olster, 2020). Ces pandémies n'ont pas toutes été le fait d'événements sanitaires lors desquels les populations succombent à des maladies nouvelles vu l'absence de toute défense immunitaire, ce qu'Alfred W. Crosby (1976) nomme les « virgin-soil epidemics ». Plusieurs événements tragiques liés aux maladies ont aussi été induits par des politiques coloniales qui ont rendu ces populations vulnérables (Olster, 2020). En d'autres mots, bien que le manque d'immunité soit un facteur d'émergence et de progression de maladies, ce sont aussi les conditions sociales dans lesquelles celles-ci apparaissent qui ont été dans le passé la principale raison des pandémies historiques. Ce phénomène risque de se renouveler avec la COVID 19 alors que, déjà, dans les milieux urbains, ce sont les populations les plus vulnérables qui sont davantage affectées par la maladie. De même, il est évident que les situations sanitaires difficiles vécues par plusieurs peuples autochtones les rendent eux aussi particulièrement vulnérables face à cette nouvelle maladie. Ainsi, bien que le virus SARS-CoV-2 soit à l'origine d'une « virgin-soil epidemic » pour l'ensemble de la planète, les conséquences se font davantage sentir chez les populations d'emblée marginalisées.
- 6 Cette situation d'inégalité devant la maladie est particulièrement exacerbée dans les pays d'Amérique latine, où près de 42 millions d'autochtones situés dans des milieux ruraux font face à la pandémie dans un contexte de marginalisation sociale, culturelle, économique, mais aussi d'une méfiance envers les autorités (Meneses-Navarro et al., 2020). Pour ces communautés d'Amérique latine – de même que pour des communautés autochtones situées aux États-Unis, au Canada et ailleurs dans le monde souffrant également d'inégalités structurelles –, la solution a spontanément été de fermer leurs

frontières par un contrôle des points d'accès afin de se placer en confinement communautaire (Carr, 2020) (illustration 1).

Illustration 1 : Membres du peuple huitoto en Colombie



Source : Amazon Conservation Team.

- 7 Cette façon de faire a l'avantage d'éliminer le besoin d'une distanciation sociale entre les membres de la communauté et elle permet donc de préserver une plus grande normalité dans les rapports sociaux au quotidien. Cependant, pour être efficiente, cette « bulle » communautaire doit être hermétique à tout contact extérieur afin de préserver l'intégrité sanitaire de la population concernée. À l'inverse, les populations non autochtones ont plutôt choisi un mode de confinement par cellule familiale basé sur une distanciation sociale entre les membres des différentes cellules. Conséquemment, cette approche restreint de facto toute interaction sociale pour l'ensemble de la population, ce qui donnera lieu à des conséquences négatives encore mal évaluées (par exemple, en matière de santé mentale), mais favorise une plus grande mobilité des individus dès lors que les consignes sanitaires sont respectées – notamment le fait de garder une distance de deux mètres entre les gens. Ces deux façons de se protéger du virus reposent sur une multitude de facteurs qui, eux, ne feront pas l'objet de cette discussion. Il s'agira d'observer comment ces approches de confinement induisent chacune des répercussions distinctes en ce qui concerne le rapport à l'Autre durant une phase de déconfinement caractérisé par une reprise graduelle du tourisme.

Les défis du déconfinement

- 8 Les annonces de déconfinement qui apparaissent en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde ont pour objectif de redémarrer l'économie et de permettre une reprise sous condition des activités sociales de la population. À l'exemple du Québec, malgré le fait que les cas actifs de COVID-19 sont encore nombreux et que la reprise inquiète différents groupes de la population, le déconfinement progressif entamé à la fin du mois de mai 2020 a permis une lente reprise de l'activité touristique. L'enthousiasme face à la reprise d'une certaine normalité démontré par une grande partie de la population non autochtone n'est pas nécessairement partagé par la population autochtone. Dans le contexte du dialogue bancal persistant entre les autorités

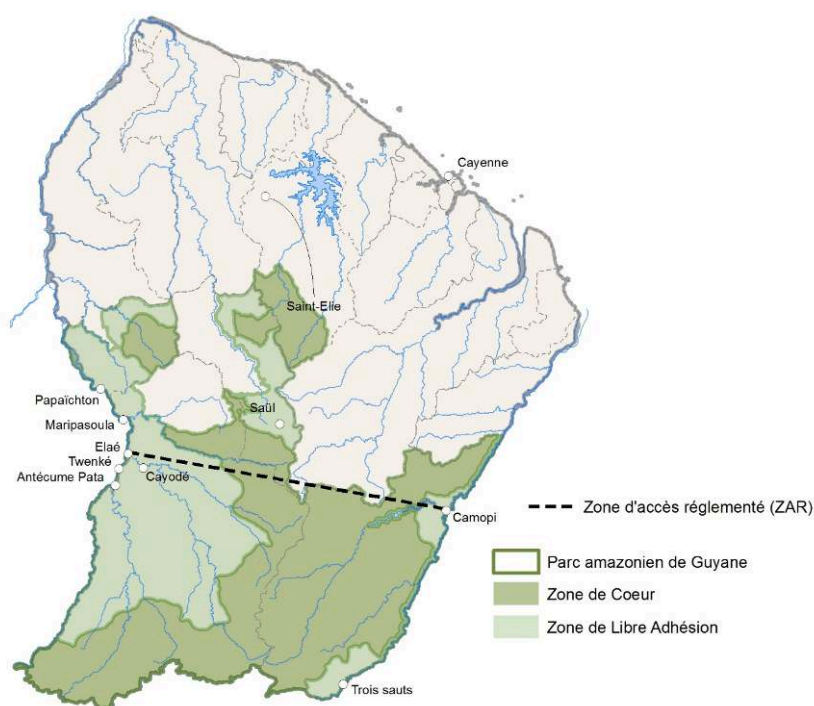
gouvernementales et les nations autochtones, le chef des Premières Nations du Québec Ghislain Picard a fait la déclaration suivante à la fin avril 2020 : « Ce qu'on va sans doute recommander, c'est de permettre aux communautés de renforcer les mesures de contrôle qu'elles se sont données. » (Sioui, 2020) Encore en août 2020, plusieurs communautés autochtones du Québec restent fermées aux visiteurs. Ce décalage observé entre le désir de déconfinement de la population du Québec et la crainte des chefs autochtones quant à une progression de la pandémie est le reflet des deux approches distinctes de confinement établies lors de l'écllosion de la pandémie.

- 9 La gestion épidémique privilégiée par le gouvernement provincial du Québec est appliquée globalement sur l'ensemble du territoire, y compris des protocoles visant le déconfinement des populations ; ceux-ci sont mis en place alors que persiste une marginalisation des populations autochtones engendrée par plusieurs années de politique colonialiste. Sans surprise, des lacunes et des mésententes émergent dès lors que les autorités tentent d'imposer ces protocoles aux populations autochtones. Tant que le virus sera en circulation et tant que persisteront des inégalités systémiques qui affectent les populations autochtones, au Québec ou ailleurs dans le monde, il est fort probable que le choix d'un confinement communautaire restera inchangé : par différentes stratégies (dont le blocage des voies d'accès), les communautés autochtones refuseront d'ouvrir leur territoire à l'autre afin d'éviter de mettre leur population en danger, et ce, malgré la pression que peuvent exercer les acteurs du tourisme non autochtones. Cette prise en charge territoriale, dont les répercussions s'inscrivent dans un cadre plus large d'autodétermination politique et territoriale qui outrepassé le sujet de cette discussion, aura pour conséquence d'affecter l'hospitalité des communautés autochtones et, par le fait même, l'accès des visiteurs à leurs territoires.
- 10 Il est encore trop pour savoir à quel moment s'ouvriront à nouveau aux visiteurs les portes des territoires autochtones : la situation volatile actuelle rend difficile toute prédiction quant à la façon dont reprendront les activités du tourisme autochtone. Cependant, il n'est pas hasardeux de spéculer que le rapport hôtes-visiteurs risque d'être altéré pour les prochaines années. Comme nous l'avons mentionné plus haut, le tourisme, dès lors qu'il est pris en charge par les communautés autochtones, s'inscrit comme un outil important pour leur développement. Pour cette raison, il est plausible (et souhaitable) de croire que la reprise des activités touristiques aura éventuellement lieu. Mais pour y arriver, il s'agit de réfléchir dès maintenant à des pistes de solutions qui permettront un déconfinement sécuritaire pour les communautés autochtones en tenant compte de leur approche communautaire du confinement, distincte de l'approche par cellule familiale privilégiée par les populations non autochtones. Autrement dit, même si chaque territoire, chaque peuple et chaque communauté autochtones vivent des réalités micropolitiques et territoriales différentes, nous observons que des approches similaires sont apparues en réaction sanitaire à la pandémie. Ce constat permet de réfléchir et d'envisager des réponses elles aussi communes quant à la façon d'entrevoir le rapport au visiteur lorsqu'il y aura une reprise effective des activités touristiques pour les communautés autochtones.

Zone de protoconfinement – le cas de la Guyane française

- 11 Loin de soutenir l'idée que le cas de la Guyane française pourrait s'appliquer de la même façon ailleurs dans le monde, il n'en demeure pas moins intéressant de porter notre regard sur ce que l'on peut considérer comme un cas de protoconfinement communautaire : la zone d'accès réglementé (ZAR) en colonie française (illustration 2). Cette zone est apparue en 1970 sous l'insistance de médecins et d'anthropologues afin de protéger les Autochtones des ravages causés par des maladies importées (Sierra Jiménez, 2016). Outil de contrôle territorial colonial historiquement contesté par les populations non autochtones de la Guyane, la ZAR faisait jusqu'à tout récemment l'objet d'une remise en question de la part des habitants du territoire qui y voyaient un frein à leur développement (ibid.). Ce sentiment était encore présent en 2019 lors de mon passage dans la région dans le cadre d'une mission portant sur le développement touristique et au cours de laquelle des rencontres entre les acteurs locaux et la préfecture ont eu lieu dans le but de discuter de l'avenir de cette zone.

Illustration 2 : Limite de la zone d'accès réglementé en Guyane française



Source : Parc amazonien de Guyane.

- 12 Or, même si une certaine frange de la population locale se disait alors en faveur d'un développement touristique, de nouveaux entretiens que j'ai eus en mai 2020 suggèrent que cette volonté d'ouvrir la ZAR s'est estompée avec l'apparition de la pandémie. Dans une situation où tout le Haut Maroni reste fermé à la population guyanaise, des mouvements transfrontaliers de familles, de commerçants, de migrants et d'orpailleurs illégaux du Surinam et du Brésil voisins ont certainement contribué à la forte propagation du virus. À cet effet, des rencontres ont eu lieu en juin 2020 afin de

discuter des modalités de gestion de la ZAR dans le contexte de la pandémie. Ici, la question des touristes « nationaux » ne semble pas être l'irritant majeur ; la menace perçue provient plutôt des pays limitrophes, mais aussi des touristes de la métropole.

- 13 Quel que soit le sort réservé à cette zone, elle a joué jusqu'à aujourd'hui un rôle important dans la protection de ses habitants qui ne souhaitent pas de visiteurs (Sarrasin et al., 2016) et pour freiner en conséquence le développement de l'accueil touristique. Néanmoins, la France, par l'entremise du Parc amazonien de Guyane, cherche actuellement à développer une filière écotouristique dans une région occupée par le peuple wayana, lequel se trouve en pleine ZAR (illustration 3). Il est important de préciser ici que la ZAR consiste en une structure territoriale politique qui permet une sécurisation et un contrôle des flux pouvant être mobilisés selon les besoins, par exemple pour protéger la population de la COVID-19 ; autrement dit, elle permet le confinement communautaire d'un très grand espace. Renforcée et prise en charge par les autorités autochtones, cette zone pourrait jouer un rôle de contrôle sanitaire à long terme dans l'éventualité où la région souhaiterait s'ouvrir davantage à l'écotourisme.

Illustration 3 : Tukusipan du village wayana de Taluen pouvant accueillir des visiteurs



Source : Auteur.

- 14 Ainsi envisagée, il serait possible d'inscrire l'approche de gestion territoriale du tourisme dans ce que Dominic Lapointe (2020) définit comme un « 6-foot tourism world », une forme de développement d'espaces différenciés susceptibles de définir une nouvelle norme pour les rapports hôtes-visiteurs. Dans un tel contexte de condition sanitaire basée sur la distanciation sociale, il s'agirait de mettre en place des bulles touristiques hors de la portée des villages et répondant aux conditions de base nécessaires pour éviter la propagation des virus. Cette idée a déjà été soulevée par différentes communautés wayana. En effet, à la suite d'expériences plus ou moins réussies de cohabitation Autochtones-touristes dans certains villages du Haut Maroni,

des acteurs locaux ont évoqué l'idée de créer des zones d'accueil loin des villages qui permettraient aux étrangers de visiter le territoire tout en restant à l'écart des espaces habités.

- 15 En temps de pandémie, et dans un monde post-COVID-19, il s'agirait, dans une approche décolonisatrice nécessaire (Carr, 2020), de donner aux populations locales la possibilité de décider si elles souhaitent ouvrir leur territoire à l'autre ; cette décision devrait leur revenir. Dans la perspective où l'ouverture territoriale serait souhaitée, les communautés pourraient définir et instaurer une distanciation touristique permettant non seulement de développer une certaine activité économique, mais aussi de protéger leur population. Un tel modèle de zone d'accès contrôlé serait-il exportable ailleurs dans le monde ? Si oui, ces zones devraient-elles s'inscrire dans un large territoire, comme c'est le cas dans le sud de la Guyane, ou se limiter au pourtour des communautés ? La réponse à ces questions relève de négociations qui devront avoir lieu entre les États – dont certains malheureusement ne reconnaissent pas, encore à ce jour, la souveraineté des Autochtones sur leur territoire – et les communautés locales autochtones concernées. Le cas de la France reste problématique, car cet État fait partie de ceux qui ne reconnaissent toujours pas l'existence des peuples autochtones au sens onusien du terme. Au Québec, où la question de l'autodétermination des peuples autochtones est tout autre, la gestion territoriale dans le cadre d'activités touristiques gagnerait à faire l'objet d'ententes permettant aux différentes nations autochtones de contrôler la mobilité sur leur territoire afin de protéger leur communauté et, en même temps, de reprendre les activités touristiques suivant leurs modalités.

Conclusion – gouvernance autochtone

- 16 En disant aux touristes désireux de se rendre prochainement dans leur communauté : « we still love you but please come some other time » (Bailey, 2020), les responsables de la nation Nuu-chah-nulth d'Yuułu?iŋatŋ de l'île de Vancouver ont peut-être exprimé un sentiment qui habite plusieurs communautés autochtones dans le monde en ce temps de confinement. Seules les communautés autochtones sont en mesure de déterminer leur « some other time », et ce, même si certaines communautés pourront faire le choix de se confiner à long terme et de renoncer ainsi à l'idée d'entrer en relation avec l'activité touristique et avec « l'autre » : ce choix leur appartient. Si un tel scénario peut sembler radical pour des communautés situées dans les pays dits développés, qui se sont pour la plupart engagés dans le tourisme, il n'est pas improbable pour d'autres communautés, notamment en Amérique latine, lesquelles se retrouvent très isolées dans les territoires qualifiés de « peu densément peuplés » (Le Tourneau, 2020) et qui ont déjà fort peu de contacts avec l'extérieur.
- 17 La question du confinement communautaire et du tourisme relève d'enjeux territoriaux complexes, d'autant plus que ceux-ci se négocient différemment d'un régime colonial à l'autre. La présente réflexion avait pour but de mettre en lumière des enjeux d'hospitalité liés à la reprise générale du tourisme imposée par des régimes coloniaux dans un contexte où la réponse communautaire face à la COVID-19 diffère entre les populations colonisées et les peuples colonisateurs. Les différents gouvernements doivent tenir compte du rapport qu'entretiennent les peuples autochtones face à la situation actuelle en regard du fardeau colonial et historique des pandémies qu'ont subies ces peuples. Ces gouvernements ne peuvent pas imposer aux

Premières Nations un agenda politico-économique allant à l'encontre des intérêts sanitaires de ces dernières ni de leurs revendications politiques et territoriales ; ces aspects sont indissociables.

- 18 Finalement, la question du développement touristique reste liée à celle des enjeux territoriaux même en temps de COVID-19. De fait, une question importante émerge à la suite de la mise en place des mécanismes de contrôles territoriaux, notamment l'instauration de points de contrôle, au tout début de cette période inhabituelle : si des communautés décident d'ouvrir à nouveau leurs frontières, voudront-elles pérenniser leur pouvoir de contrôle territorial exercé dans le contexte de l'urgence sanitaire et qui dans certains cas est déjà contesté par les autorités coloniales ? En d'autres mots, la pandémie pourrait-elle devenir une occasion de prise en charge territoriale permettant aux communautés de ne pas revenir à l'ancienne « normalité » coloniale ? N'oublions pas que cette « normalité » a porté fortement préjudice aux Autochtones du monde entier. C'est dire que le tourisme, à travers la notion d'hospitalité, pourrait alors s'inviter dans une question politique qui dépasse largement son caractère ludique.
- 19 Il ne faut pas sous-estimer l'importance économique et culturelle du tourisme pour l'ensemble des acteurs. Cette activité, qui représente une part importante de l'économie mondiale, recèle, par sa nature, des enjeux qui touchent un élément clé au cœur des revendications historiques des peuples autochtones : le territoire. La façon dont se fera la gestion du territoire entre les différents gouvernements coloniaux et les peuples autochtones, dont participe pleinement le tourisme, permettra d'apprécier la volonté des premiers à respecter les intérêts des seconds dans leur souhait d'émancipation et de décolonisation.

BIBLIOGRAPHIE

Allam, Lorena, 2020, « Flights to Uluru Suspended after Indigenous Community Forms Park Blockade Fearing COVID-19 Risk », *The Guardian*, 4 août, <<https://www.theguardian.com/australia-news/2020/aug/04/flights-to-uluru-suspended-after-indigenous-community-forms-park-blockade-fearing-covid-19-risk>>, consulté le 5 août 2020.

Bailey, Andrew, 2020, « Tofino and Ucluelet to Visitors: We Still Love You but Please Come Some Other Time », *Vancouver Island Free Daily*, 13 mai, <<https://www.vancouverislandfreedaily.com/news/tofino-and-ucluelet-to-visitors-we-still-love-you-but-please-come-some-other-time/>>, consulté le 15 mai 2020.

Brynildsrud, Ola et Vegard Eldholm, 2020, « High COVID-19 Incidence among Norwegian Travellers Returned from Lombardy: Implications for Travel Restrictions », *medRxiv*, <<https://www.medrxiv.org/content/10.1101/2020.03.20.20038406v1>>, consulté le 14 mai 2020.

Butler, Richard W. et Tom Hinch, 2007, *Tourism and Indigenous Peoples: Issues and Implications*, London, Butterworth-Heineman.

- Carr, Anna, 2020, « COVID-19, Indigenous Peoples and Tourism: A View from New Zealand », *Tourism Geographies*, p. 1-12, <<https://doi.org/10.1080/14616688.2020.1768433>>, consulté le 12 mai 2020.
- Carr, Anna, Lisa Ruhanen et Michelle Whitford, 2016, « Indigenous Peoples and Tourism: The Challenges and Opportunities for Sustainable Tourism », *Journal of Sustainable Tourism*, vol. 24, p. 1067-1379, <<https://doi.org/10.1080/09669582.2016.1206112>>, consulté le 12 mai 2020.
- Crosby, Alfred W, 1976, « Virgin Soil Epidemics as a Factor in the Aboriginal Depopulation in America », *The William and Mary Quarterly*, vol. 33, p. 289-299, <<https://doi.org/10.2307/1922166>>, consulté le 9 mai 2020.
- de Graaf, Peter, 2020, « Covid 19 Coronavirus: Ngāpuhi Defends Checkpoints after MP's Shutdown Call », *The New Zealand Herald*, 22 avril, <https://www.nzherald.co.nz/coronavirus/news/article.cfm?c_id=1504828&objectid=12326049>, consulté le 12 mai, 2020.
- Jiang, Shibo, 2020, « Don't Rush to Deploy COVID-19 Vaccines and Drugs Without Sufficient Safety Guarantees », *Nature*, 16 mars, <<https://www.nature.com/articles/d41586-020-00751-9>>, consulté le 10 mai 2020.
- Lakhani, Nina, 2020, « South Dakota Governor Threatens to Sue over Sioux's Coronavirus Roadblocks », *The Guardian*, 14 mai, <<https://www.theguardian.com/us-news/2020/may/14/sioux-coronavirus-roadblocks-south-dakota-governor>>, consulté le 16 mai 2020.
- Lapointe, Dominic, 2020, « Reconnecting Tourism after COVID-19: The Paradox of Alterity in Tourism Areas », *Tourism Geographies*, 5 mai, p. 1-6, <<https://doi.org/10.1080/14616688.2020.1762115>>, consulté le 6 mai 2020.
- Le Tourneau, François-Michel, 2020, « Sparsely Populated Regions as a Specific Geographical Environment », *Journal of Rural Studies*, vol. 75, p. 70-79, <<https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2019.12.012>>, consulté le 4 mai 2020.
- Meneses-Navarro, Sergio, María Graciela Freyermuth-Enciso, Blanca Estela Pelcastre-Villafuerte, Roberto Campos-Navarro, David Mariano Meléndez-Navarro et Liliana Gómez-Flores-Ramos, 2020, « The Challenges Facing Indigenous Communities in Latin America as They Confront the COVID-19 Pandemic », *International Journal for Equity in Health*, vol. 19, no 63, n.p., <<https://doi.org/10.1186/s12939-020-01178-4>>, consulté le 13 mai 2020.
- OMS (Organisation mondiale de la santé), 2020, « Le Comité d'urgence sur la COVID-19 souligne que la riposte doit s'inscrire dans le long terme », *Organisation mondiale de la santé*, 1er août, <<https://www.who.int/fr/news-room/detail/01-08-2020-covid-19-emergency-committee-highlights-need-for-response-efforts-over-long-term>>, consulté le 4 août, 2020.
- Ostler, Jeffrey. 2020. « Disease Has Never Been Just Disease for Native Americans », *The Atlantic*, 29 avril, <<https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2020/04/disease-has-never-been-just-disease-native-americans/610852/>>, consulté le 3 mai 2020.
- Sarrasin, Bruno, Élyse Lacoste-Bédard et Dominique Augier, 2016, « Le parc amazonien de Guyane française et la mise en tourisme de la nature. L'intégration de la cogestion adaptative », *Études caribéennes*, vol. 33-34, n.p., <<https://journals.openedition.org/etudescaribeennes/8833>>, consulté le 7 mai 2020.
- Shore, Randy, 2020, « Tourists Face Uncertainty as B.C. First Nations Communities Question Safety », *Vancouver Sun*, 26 juin, <<https://vancouversun.com/news/tourists-face-uncertainty-as-first-nations-communities-question-safety>>, consulté le 4 août 2020.

Sierra Jiménez, Mara, 2016, *Parcs nationaux en transition vers des parcs nationaux naturels anthropisés (PNNa) ? Étude comparative de trois parcs nationaux naturels habités du Continent américain (Colombie, Guyane française, Québec)*, thèse de doctorat en géographie, Université de Pau et des Pays de l'Adour, Pau.

Sioui, Marie-Michèle, 2020, « Québec rouvre des régions, les Autochtones ferment leurs routes », *Le Devoir*, 30 avril, <<https://www.ledevoir.com/politique/quebec/577913/coronavirus-point-de-presse-legault-29-avril>>, consulté le 3 mai 2020.

Zeppel, Heather, 2006, *Indigenous Ecotourism: Sustainable Development and Management*, Wallingford, CABI.

NOTES

1. Cet article a été rendu possible grâce au support financier et logistique du projet "Gouvernance des grands espaces amazoniens et enjeux environnementaux : l'intérieur du plateau des Guyanes et ses défis" – GUYINT de iGLOBES CNRS – ENS/PSL University – University of Arizona.

RÉSUMÉS

Face à la pandémie de COVID-19, les États du monde entier ont fermé leurs frontières nationales et limité la mobilité régionale et nationale, imposant de ce fait un arrêt temporaire draconien du tourisme. Cet article s'intéresse au déconfinement touristique qui s'amorce et aux enjeux d'hospitalité qui en découlent, dans le contexte de l'autoconfinement communautaire des Autochtones. Historiquement affectées par les pandémies et encore fragilisées par leur marginalisation, plusieurs communautés autochtones ont choisi pour se protéger d'établir un confinement communautaire par des mécanismes de contrôle territorial empêchant l'entrée dans leur milieu de vie de tout visiteur. Devant le déconfinement imposé, plusieurs autorités autochtones ont choisi d'intensifier les restrictions d'accès à leur territoire, obligeant une réflexion sur la gestion territoriale en temps de pandémie et pour les années à venir. L'exemple de la zone d'accès réglementé (ZAR) en Guyane française est proposé comme une piste de réflexion : elle permet de mettre en place des outils de gouvernance territoriale par et pour les communautés autochtones, telle la création de bulles touristiques contrôlées dans le territoire et éloignées des milieux de vie. Ces réflexions invitent conséquemment à se pencher sur les questions plus larges de l'émancipation, de l'autodétermination et de la décolonisation des peuples autochtones.

In response to the COVID-19 pandemic, states around the world closed their national borders and limited domestic travel, temporarily halting tourism. This article looks at the ongoing deconfinement of tourism and the resulting issues of hospitality in the context of Aboriginal communities' self-confinement. Historically marginalized and further weakened by pandemics, many Aboriginal communities have chosen to protect themselves by establishing community confinement through territorial control mechanisms that prevent visitors from entering their living environment. Faced with state-imposed deconfinement, several indigenous leaders have chosen to intensify restrictions on access to their territory, forcing a reflection on territorial

management in times of pandemic and for the years to come. The example of the Regulated Access Zone (ZAR) in French Guyana offers an opportunity for reflection: it allows the implementation of territorial governance tools by and for indigenous communities, for example by establishing controlled tourist bubbles in the territory and far from living environments. These reflections consequently invite further reflections on the broader issues of indigenous emancipation, self-determination, and decolonization.

INDEX

Keywords : Aboriginal, governance, hospitality, containment, COVID-19

Mots-clés : Autochtone, gouvernance, hospitalité, confinement, COVID-19

AUTEUR

LUC RENAUD

Géographe et chercheur postdoctoral, Université du Québec à Montréal; renaud.luc@uqam.ca